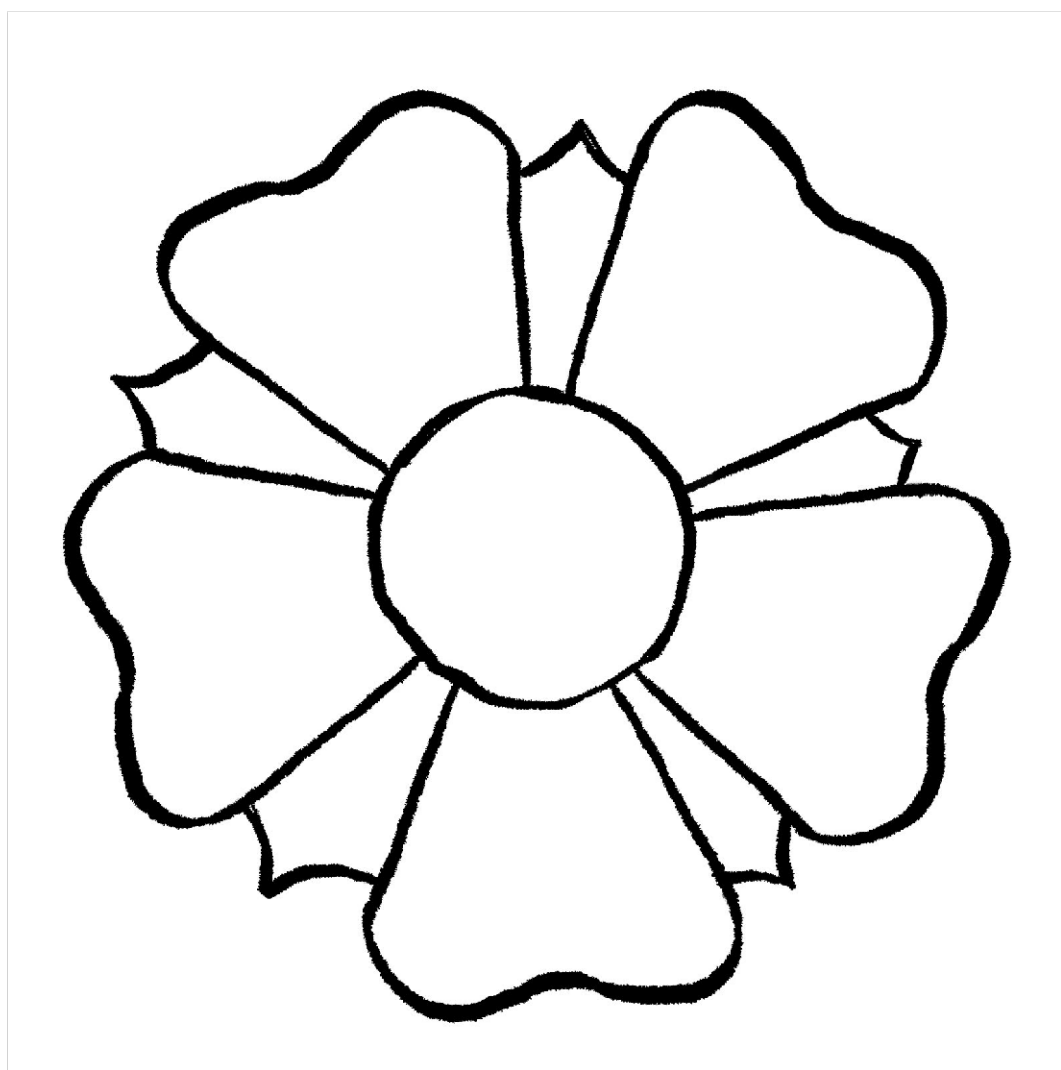


Manifeste abstentionniste

*Pour une lutte
solidaire et cohérente*



Libre Association

Dédicace à Céleste, Marie-Elaine et Coralie.

Votre vote a bien été parmi les seuls votes semi-utiles,
puisque'il a inspiré ce texte.

Il n'est pas ici question de pureté militante.

Il est question de réfléchir sur pourquoi, contre quoi et comment on se bat.

Il est question d'avancer vers la victoire ou de stagner à tout jamais.



Ruba Ghazal • @rubaghazalqs.bsky.social · 4 mois

La violence politique n'a pas sa place en démocratie, peu importe d'où elle vient. Mettre en scène le guillotinage d'un ministre est d'une violence inacceptable.



Journée des travailleurs | Une guillotine utilisée pendant la manifestation fait réagir

Au milieu des manifestants qui ont défilé samedi à Montréal, dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et des travailleurs, se trouvait une...

lp.ca

32

6

27



Ruba Ghazal, co-porte parole de Québec Solidaire aux élections provinciales de 2026, réagissant à la décapitation d'une poupée en manifestation le 2 mai 2026

Préambule :

Nous ne prétendons pas, par ce texte, synthétiser l'entièreté de la connaissance nécessaire à la lutte. Nous voulons partager une vision du monde, une analyse stratégique de l'État et de comment lutter contre ce dernier. Nous ne recommandons pas ce texte comme une introduction à l'anarchisme, nous nous adressons ici à des camarades dont nous considérons la stratégie douteuse, pas à des personnes qui s'intéressent pour la première fois à notre lutte. « L'anarchie » de Errico Malatesta nous semble être un bien meilleur début de texte et, de manière générale, nous considérons que discuter avec des anarchistes sera toujours plus pertinent et compréhensible que de lire quelconque livre.

Dans le contexte de la scène militante montréalaise de 2026, face à des élections pathétiquement molles tournant notamment autour de la xénophobie, nous commençons à prendre conscience du fait que plusieurs allié.e.s que nous pensions révolutionnaire ne sont, en réalité, que de gauche.

Qu'un parti aussi évidemment faible et à peine de gauche arrive à créer un tel focus dans la discussion révolutionnaire nous dépasse. Qu'on puisse sérieusement se faire dire que la solution est une gauche « *messy* » ou qu'il faille voter « pour ceux qui ne le peuvent pas » nous rend abasourdi.e.s. Ce manifeste tente de remettre les pendules à l'heure sur le sujet du vote comme arme politique.

Les figures de domination seront laissées au masculin, les lieux que nous ne reconnaissons pas ainsi que les noms que nous haïssons seront laissés sans majuscules.

L'État

*Au main de l'État, la force s'appelle « droit »,
aux mains de l'individu, elle se nomme crime.*

- Max Stirner

Il est important pour expliquer le dégoût que nous inspire l'État de comprendre notre conception de cette machine. Nous définissons l'État comme l'appareil de domination qui utilise son monopole de la violence légitime pour administrer par des lois une population donnée sur un territoire donné.

Avec cette définition, il serait facile de croire que l'État n'est rien d'autre qu'un appareil, que les responsables seraient à blâmer pour tout abus et non le système. Il serait cependant inexact de présenter l'État comme uniquement un outil puisqu'il vit au travers et au-delà de toutes celles qui le constituent. L'État est une institution avec des principes fondateurs, faits pour assurer sa survie au travers du temps. À cette fin, il tord la volonté de ses plus hauts fonctionnaires, lie leurs intérêts au sien et s'assure de leur éternelle loyauté. L'État est la somme de toutes les personnes qui le constitue, qui le dirige et qui lui donne leur temps, leur énergie et leur dévotion. Il est aussi une entité vivante avec ses propres intérêts qui dépassent toutes. Il a sa propre mémoire, sa propre vision d'ensemble que personne ne partage réellement puisque le secret est une des premières composantes de son fonctionnement. Ni les généraux, ni les ministres, ni les présidents ne voient l'intégralité de ce que l'État fait. Tout cela est évidemment voulu. La machine, pour asseoir sa domination, ne peut pas réellement avoir quelqu'un.e aux commandes puisque ça l'empêcherait de tout contrôler. Si l'État pouvait être réellement commandé, utilisé et/ou dominé, sa survie serait mise en péril. Ainsi, pour empêcher quiconque ce soit de s'élever au dessus de l'État, il s'assure que jamais personne ne puisse avoir plus de connaissances que la machine.

L'État est obsédé par le fait de tout comprendre, tout connaître, tout recenser et tout surveiller. La surveillance de masse n'est pas une dérive autoritaire de l'État, c'est la suite logique de ses prémisses. Ainsi, comme personne ne comprend ni ne connaît l'État dans la globalité de sa volonté propre, personne

en son sein n'est aussi puissant que l'État en tant qu'entité semi-consciente. C'est là d'ailleurs le seul aspect que nous pouvons (ironiquement) apprécier de l'État : toutes celles qui pensent, par l'État, s'élever et dominer, se retrouvent endetté à vie, au service d'un démon qui dépasse complètement leur compréhension. Le dirigeant est autant au service de l'État que le riche est au service du Capital.

Quand on dit que l'État « administre », c'est bien pour appuyer qu'il ne coordonne pas. L'État n'organise pas, il réglemente. Il ne décide pas comment les choses se font, il empêche qu'elles se fassent de certaines manières et, surtout, qu'elles se fassent sans lui. Il sait que le seul but de son existence est de tout administrer pour que le peuple aie à prendre le moins de décision que possible, puisqu'il a fondé sa légitimité sur l'idée que les individus ne peuvent pas prendre de bonnes décisions. Chaque initiative communautaire qui réussit à créer de la coopération altruiste et bénévole démontre matériellement l'incohérence de l'existence de l'État.

L'État doit donc agir pour garder le contrôle sans avoir l'air de répondre de manière démesurée. Il sait que plus il est ouvert et direct dans sa domination, plus le contre-pouvoir s'active. Il sait que moins il se justifie dans sa violence, plus notre propagande est efficace. Quand il attaque frontalement, c'est pour tuer puis changer de sujet aussi vite que possible. Ainsi, comme il est plus confortable quand il n'a pas besoin d'en arriver là (bien qu'il n'hésite évidemment jamais à appuyer sur la gâchette), il tente de maintenir son contrôle de toutes les manières des plus subtiles, il pervertit les esprits dès l'enfance grâce à son contrôle sur l'éducation et nous maintient dans ses schémas en administrant toute notre vie. Plus l'État contrôle, plus il est difficile de se rendre compte qu'il contrôle.

Il est indubitable que les ouvrier.ère.s sauraient organiser leurs usines, les professeur.e.s et élèves leurs écoles, les médecins et infirmier.ère.s leurs hôpitaux, etc... L'autogestion a fait ses preuves maintes et maintes fois au travers de l'histoire. L'État s'est imposé en contre-disant cette évidence. L'État libéral (que tous les partis visent à perpétuer, même ceux qui n'ont pas « libéral » comme nom) postule que les humain.e.s sont naturellement en conflit constant. Selon lui, les intérêts des un.e.s et des autres sont, opposés par défaut et l'État peut trancher les différents et réconcilier les groupes qui composent notre société par le pouvoir du vote à majorité. L'État est donc persuadé que la coopération et la création de communautés harmonieuses ne peut pas arriver et que, par les lois, il peut forcer chacun.e.s à tolérer leurs concitoyen.ne.s.

On voit donc ici une vision profondément fausse et biaisée du monde à laquelle nous avons déjà fait allusion plus tôt. L'affirmation selon laquelle « l'homme est un loup pour l'homme », idée développée dans « le Léviathan » de Thomas Hobbes, résume bien les fondements argumentatifs de l'existence de l'État puisqu'elle a littéralement été sa base. Le problème étant que nous ne pouvons pas imaginer une personne humaine à un état naturel. La socialisation nous affecte dès la naissance et il nous est donc impossible de discerner les comportements naturels des comportements socialisés dans le monde réel. De plus, même avec une expérience de pensée comme celle qui a mené au raisonnement de Hobbes, nous ne pourrions pas imaginer un comportement naturel puisque nous n'avons pas conscience des effets précis de notre socialisation. Tout raisonnement ayant, à sa base, une prétendue compréhension précise de la nature humaine, est irrecevable.

L'État s'appuie donc sur ce fameux « égoïsme » qui habiterait toutes les humain.e.s pour justifier la destruction de leur volonté. Puisque la volonté humaine est « égoïste », elle ne peut mener qu'à des choix nocifs pour ses

semblables. Ainsi, comme dans le christianisme, nous voici réduits au statut de simples pécheurs et pécheresses, des monstres maléfiques dont la seule chance de salut est d'adorer notre bon maître à tous : l'État. Le bon État, celui qui sait tout, qui voit tout et qui peut tout faire, même réconcilier les animaux que nous sommes. On pourrait se poser la question, bien sûr ; quelle sorte d'égoïste se laisserait donc dominer ainsi ? On peut se demander comment l'État peut exister selon ses propres principes puisqu'une masse d'animaux dont l'égoïsme se manifeste exclusivement par la malveillance refuserait probablement tout maître jusqu'à ce que mort s'ensuive. À cette question, l'âme sensée arrive à deux possibles conclusions : nous sommes soit capables de restreindre notre malveillance (mais dans ce cas pourquoi la restreindre en faveur d'un État et pas de la création d'une communauté harmonieuse ?), ou alors l'égoïsme n'est pas malveillant, et le vrai égoïste comprend justement que son intérêt est intrinsèquement lié à celui de tous ceux qui l'entourent.

Un autre pilier du raisonnement étatique est qu'il saurait allier une grande population en établissant des compromis de manière efficace et biaisée vers la majorité. Plusieurs problèmes, là encore, se révèlent par un examen rigoureux des tenants et aboutissants de cette idée. Pourquoi devrions nous faire parti de si grands groupes ? Pourquoi tenter de réconcilier les millions d'habitants du soi-disant Canada, Québec, ou même de certaines grandes villes ? Pourquoi le même gouvernement devrait établir des règles qui touchent le propriétaire d'une terre d'exploitation pétrolière d'Alberta, le restaurateur des grandes villes ontariennes et la mécanicienne en région au Québec ? Pourquoi même un seul et même groupe devrait décider à la fois de règles pour ceux qui habitent à Montréal, à Québec, à Val-d'Or, à Gaspé, à la Tuque et à Sept-Îles ? Sommes nous sincèrement en train de prétendre que toutes ces villes-là sont même comparable dans leur économie, leur culture, leur vie quotidienne, leur dialecte ? Assurément, personne ne pourrait avoir une vision aussi stéréotypée du soi-disant Québec ?

Ainsi donc, pourquoi montréal devrait décider pour sept-îles, sept îles pour québec, québec pour gaspé et ainsi de suite ? Pourquoi est-ce qu'une majorité éparpillée au travers d'à peu près 1,67 millions de kilomètres carrés pourrait imposer quoique ce soit à une minorité toute aussi éparpillée et dont elle n'a aucune idée des conditions d'existence ? Qui donc peut se targuer de comprendre les besoins et les enjeux qui touchent chacune de ces villes ? Personne. Et ce n'est pas en réunissant plus de 9 millions de personnes biaisé.e.s que, soudainement, le raisonnement deviendra plus logique.

En réalité, l'histoire nous a démontré l'inverse maintes et maintes fois. La domination a toujours mené à l'oppression et le fait qu'elle soit dirigée par une majorité n'a rien changé. Les féministes comme Emma Goldman, par exemple, avaient bien compris que nous n'arrêterons ni les féminicides les plus atroces ni la misogynie la plus quotidienne en accordant le suffrage « universel ». Le monde actuel et sa résurgence masculiniste leur a donné raison. Non seulement le droit de vote n'a pas libéré les femmes des chaînes du patriarcat, le vote des femmes n'a pas non plus « purifié » le système électoral comme certaines suffragettes le prédisaient. Agrandir la masse de personnes aux urnes n'a pas rendu le système plus juste.

On pourrait croire qu'en élisant ceux qui votent les lois nous avons un contrôle indirect sur lesdites lois et donc sur notre vie. Le problème étant que non seulement l'État en soi nous prive de liberté, comme dit plus tôt, mais même selon la logique de la propagande de l'État, nous n'avons pas de pouvoir. Non seulement les politicien.ne.s ne sont aucunement tenu.e.s de garder leurs promesses (comme on l'a vu dans toutes les démocraties représentatives), mais en plus le concept même de loi est une domination constante. Le système démocratique libéral a comme fondements principaux de conserver et d'assurer les « droits naturels de chacun.e.s » notamment le fameux droit à la propriété.

Démontrer l'oppression inhérente à cette vision de l'organisation sociale peut se faire simplement. Le gouvernement, en prétendant garantir notre droit à la propriété, ne fait que nous prêter tout ce qu'on pense posséder. La police et la justice sont les organes gouvernementaux supposés garantir que chacun.e.s peut posséder, le but étant de monopoliser la violence dans les mains de l'État (on parle donc de monopole de la violence légitime puisque seul les agents de l'État ont le droit d'être violents) pour égaliser les relations humaines. Puisque, comme dit plus tôt, l'État est basé sur l'idée que la nature humaine est conflictuelle, la seule manière de garder une certaine égalité et sécurité serait d'enlever le droit aux armes et à la violence de chacun.e. Ainsi, l'État nous empêche de posséder par définition ! Dès l'instant où la possession d'une chose devient illégale, toute chose qu'il est légal de posséder ne l'est que par la grâce de l'État. Puisque c'est l'État qui défend la propriété, c'est l'État qui possède. Puisque c'est l'État qui a le droit de prendre, donner et distribuer, nous ne possédons rien. Comment est-il possible de prétendre que je possède une maison dans laquelle je ne vis que par la grâce de ma famille ? Assurément, si je peux être mis à la rue par mes parents, par exemple, je ne peux pas dire que je possède la maison dans laquelle je vis. De la même manière, si le gouvernement peut décider à chaque instant que je n'ai plus le droit de posséder certaines substances, certains objets qui viennent de certains pays, certains livres, je ne peux pas prétendre réellement posséder quoi que ce soit. Si le gouvernement peut décider de ce que j'ai le droit de porter ou pas, de quelles hormones peuvent ou ne peuvent pas entrer dans mon corps, de ce que j'ai le droit de manger ou pas, je ne possède pas réellement mon corps. L'idée que le gouvernement m'accorde mes droits implique directement et obligatoirement que mes droits ne me sont pas propres.

C'est d'ailleurs pour cela, notamment, que nous nous opposons aux communistes autoritaires. L'idée qu'un État transitionnel peut être utilisé pour

détruire la société capitaliste est incohérente non seulement parce que l'État possède déjà tout, mais en plus parce qu'un État qui passerait des lois ou des décrets pour moins posséder ne peut pas exister. Le communisme autoritaire part du principe que l'État est capable de s'autodétruire, ce qui, pour nous, serait comme s'attendre à ce qu'on puisse serrer nos menottes tellement fort qu'elles se briseront, comme si nos mains ne se videront pas de sang avant.

L'État est aussi, par sa domination, propriétaire de mon être. Comme le christianisme, l'État dit que nous ne sommes pas avant tout des gens, des individus. Selon l'État, nous ne sommes pas des personnes uniques avec des expériences uniques, des défauts et des qualités unique, une vie unique. Selon l'État, nous sommes avant tout citoyen.ne.s. L'État, en dictant des lois, dicte les limites de nos droits, comme dit précédemment. Il dicte donc les lignes acceptables de notre conduite, de notre comportement, de nos actes. En nous définissant comme citoyen.ne.s au lieu d'individus, il tente d'uniformiser le sens de notre vie. Tout comme la religion, l'État installe des lois fondamentales, sa version des saints commandements. Des lois inviolables qui différencient les bon.ne.s des mauvais.e.s citoyen.ne.s. Les bon.ne.s citoyen.ne.s ne volent pas, ne tuent pas, payent leurs taxes, etc... Ainsi, l'État reproduit le fantasme religieux de moralité objective qui permet la punition raisonnable. Il est raisonnable de priver de leurs droits ceux qui ne sont pas citoyen.ne.s puisqu'ils ne méritent pas de droit. Comme le droit vient de l'État, ne pas suivre les règles de l'État justifie facilement la perte des dits droits. Ainsi, il n'y a plus d'humanité ou d'individualité au sein de l'État, nous devenons des exemples du concept de « citoyen.ne.s ». Idéal de vertu inatteignable qu'on ne peut qu'aspirer à ressembler ou rejeter et être rejeté.e.

Le vote n'est pas une bonne stratégie

Rien ne manque au triomphe de la civilisation.

- Le comité invisible

Nous ne discuterons pas ici de personnes qui font activement campagne pour un parti. Leurs actions sont de trop grosses pertes de temps pour que nous même perdions du temps à en parler. Nous nous adresserons donc aux camarades. Ceux qui s'organisent et qui agissent politiquement. Nous nous adressons à ceux qui se prétendent déçu.e.s par le système électoral et conscient.e.s de la domination omniprésente dans notre société mais qui, malgré tout cela, votent quand même.

Nombreuses raisons semblent mouvoir cette partie spécifique de notre communauté. Nous commençons donc par dire que nous ne critiquons pas votre personne, nous critiquons votre stratégie. Nous comprenons que vous êtes persuadé.e de vos bonnes intentions et nous offrons simplement une critique de l'outil que vous utilisez tout en le rejetant ; le vote.

Tout d'abord, nous ne croyons pas que votre vote arrêtera le fascisme ou la droite. Le fascisme ne s'est jamais arrêté par les urnes. Si on prend l'exemple de la France, cela fait des années et des années que les électeur.trices font front au Front National (FN), sans aucun succès. Année après année, le parti fondé par des anciens de la Waffen-SS accumule les votes, accède au second tour et arrive de plus en plus près de la majorité. Le Front National est passé de 190 921 voix pour 0,75 % des voix au premier tour des élections présidentielles en 1974 à 8 133 828 voix pour 23,15 % des voix au premier tour des présidentielles de 2022 et 13 297 760 voix pour 41,46 % des voix au second tour. La pente fasciste s'est enfoncée sur le fil de 50 ans et aucun vote n'a empêché l'augmentation de la puissance du FN. Le vote les a empêchés d'accéder au pouvoir pendant 50 ans mais n'a rien fait d'autre que de retarder l'inévitable. La seule manière d'arrêter la droite, c'est de la tuer dans l'oeuf. Combien d'entre vous avez été présent.e.s au blocage du discours de Nouvelle Alliance sur la statue de Dollard des Ormeaux ? Si vous parlez du vote comme

option pour bloquer la droite sans aller bloquer le fascisme dans la rue, là où ça compte, vous n'êtes pas antifascistes. Le vote endigue la droite, ralentit le fascisme, et laisse pourrir la société. Le fascisme existera tant qu'il existera un État parce que le fascisme n'est que la fin naturelle de l'État, l'État poussé à son paroxysme. Quel autre projet politique que la fascisme pourrait être l'aboutissement de la logique de l'État ? L'État, dans sa paranoïa, veut toujours plus contrôler et dominer. L'établissement d'un État totalitaire au peuple abruti par de folles idées de suprématie nationale ou raciale est le paradis de l'État, un monde parfait où rien ne risque d'attaquer sa reproduction. Aucun État ne peut retenir le fascisme. Tant que l'État existe, le fascisme est tout aussi inévitable que la révolution. La seule différence est que la révolution peut arriver après le fascisme mais qu'une vraie révolution arrêtera pour toujours le fascisme.

On nous répondra ici, avec bonne foi, qu'il serait largement possible de faire les deux. D'aller voter ET d'aller dans la rue, d'agir à l'intérieur ET à l'extérieur du système. Notre réponse serait que l'un entre plus en contradiction avec l'autre que vous ne le pensez.

Premièrement, voter légitime le système. Comme vu plus haut, il est dans l'intérêt de l'État de conserver sa légitimité comme logique. L'État tente donc perpétuellement de rester justifié en appuyant sa légitimité notamment sur le vote. Il nous dit « Vous pouvez voter, vous pouvez convaincre, vous pouvez vous présenter. Vous ne pouvez donc pas réclamer autre chose que ce que la majorité veut, vous ne pouvez pas vous plaindre de résultat d'élections auxquelles vous refusez de participer, vous ne pouvez pas imposer à la majorité votre volonté destructrice. » Ainsi, en acceptant d'utiliser le vote comme outil, vous acceptez la légitimité de l'État, indirectement certes, en restant critique absolument, le nez bouché même, comme si vous mangiez un mauvais repas, mais ce qui importe réellement c'est que vous votez. Vous commettez cet acte

qui est recensé et montré à la population comme preuve de la légitimité de l'État, vous augmentez le nombre de personnes qui ont voté et, ainsi, vous participez à maintenir chez les autres sujet de l'État l'illusion que notre système fonctionne. Chaque personne qui vote envoie un message aux asservi.e.s : « Le système est acceptable. Il n'est pas parfait mais il n'est pas assez pourri pour qu'on refuse de s'y résigner. » Voter envoie un message contre-révolutionnaire. La domination de l'État ne peut pas cesser tant que nous continuons à nous soumettre à ses rituels.

Bien sûr, on ne peut pas connaître l'intention de ceux qui annulent leurs votes ou qui ne se présentent pas. Certainement qu'ils ne sont pas toustes anarchistes. Cependant, lorsque le nombre d'abstention augmente, avec lui augmente l'évidence de l'inefficacité de l'État à « réconcilier les intérêts », avec lui diminue directement la légitimité des dirigeant.e.s. Ne pas voter, c'est comme aller en manif : seul ça ne sert à rien, ensemble ça porte un sens. Nous ne comptons pas parmi nous de prophètes qui prétendent pouvoir vous livrer un pourcentage d'abstention qui causera magiquement une révolution, d'ailleurs nous ne prétendons pas que l'abstention est assez forte pour amener la révolution seule. Ce que nous observons, cependant, c'est que la remise en question de l'État ne peut être enclenchée que par des interactions directes avec des propos révolutionnaires ou la constatation d'une contradiction injustifiable dans les propos de l'État. L'augmentation du taux d'abstention constitue une action à laquelle il est facile de contribuer et qui peut évoluer en une preuve des contradictions du réel qu'opère, chaque jours, l'État.

Deuxièmement, il ne faut pas que QS soit fort. Nous n'appelons pas ici à une dictature de la droite, au contraire nous la combattons. Cependant, augmenter la puissance de QS à l'assemblée, bien que ça puisse endiguer les projets de droite, aura surtout comme effet de diviser nos troupes. Les jeunes de gauche au

potentiel révolutionnaire qui pleurent notre monde, qui désirent un changement et qui seraient prêt.e.s à agir ne nous suivrons pas si QS semble être une option de gauche forte. Même si pour nous, il est évident que QS aurait du mal à être sérieusement considéré comme un parti de gauche, leur image publique est à gauche. Plus QS prend de l'importance, plus les personnes de gauche vont se rallier à QS comme option viable pour « stopper » le fascisme et la droite, plus les gens de gauche font ce compromis en votant QS, plus QS se renforce. Bref, la gauche pacifie. Ce cycle ne fait que donner plus de puissance à QS et au système, l'apothéose de ce cycle n'étant que l'ascension au pouvoir d'un parti social traître mou, permettez nous d'être déçu.e.s de vos ambitions. Nous jouons un jeu à somme nulle ou l'on ne gagne qu'en ayant plus de personnes qui donnent de leur temps. Plus un camp a l'air fort, plus les indécis.e.s ont de chances de s'y rallier. Chaque cycle électoral ou QS gagne de l'influence est un cycle ou nous en perdons.

Troisièmement, nous pourrions dire ici que QS opère un contre-pouvoir à la droite au sein même de l'assemblée, qu'il peut aider les luttes de l'intérieur. À cette opposition très stratégique et concrète nous répondrons par une analyse tout aussi concrète : Non. Ce n'est pas vrai de dire que QS sera capable d'opérer un contre-pouvoir aux 4 nuances de droite de l'assemblée. Nous espérons ne pas avoir à démontrer la faiblesse des onze sièges de QS et nous ne savons pas encore si l'idée qu'ils passent soudainement à une quarantaine de sièges nous amuse par son absurdité ou nous effraye pour les raisons mentionnées plus haut. Comme on parle de capitalisme tardif (*late stage capitalism*) nous pensons que l'étatisme tardif serait un bon qualificatif de notre contexte politique. Le fascisme est au portes de nombre des « démocraties » du monde (comme il l'a d'ailleurs toujours été, il se trouve simplement que maintenant que ça touche les blancs on s'en inquiète). Dans ce contexte, QS aura un peu près autant de pouvoir politique à l'assemblée que quiconque en

aurait sans matériel explosif. Aucune étude électorale sérieuse ne laisse présager que QS aie une présence importante dans l'assemblée. Cela étant dit, même en admettant que QS puisse constituer une voix de centre-gauche à l'assemblée, est-ce vraiment le contre-pouvoir que nous voulons ? Ne voulons pas que le contre-pouvoir se manifeste dans la rue, dans les écoles et dans les syndicats ? On dira encore ici que les deux sont possibles mais, comme dit plus haut, le jeu est à somme nulle. Plus QS est un réel contre-pouvoir, moins nous pourrons l'être, moins nous aurons de militant.e.s et plus nous aurons l'air extrême, sauvages, jamais content.e.s.

L'abstentionnisme actif

Nous ne voulons plus travailler au spectacle de la fin du monde, mais à la fin du monde du spectacle.

- Guy Debord

Il est donc temps de passer à l'action. Nos vies sont effectivement attaquées, la droite monte et, avec elle, son ombre inséparable, le fascisme. Cependant, si vous voulez agir pour les plus vulnérables, ne vous contentez pas de « voter pour ceux qui ne le peuvent pas », agissez pour ceux qui ne le peuvent pas. L'indifférence des dirigeant.e.s couplée à l'urgence de la situation justifie et demande des tactiques bien plus développées que le vote. Le modèle que nous proposons dans les prochaines pages n'a pas pour but de redéfinir l'implication de chacun.e ou de s'imposer à la réflexion collective. Libre à vous de l'utiliser ou pas pour comprendre votre implication ou le rôle que jouent différentes actions. Le but premier de ce modèle est d'être le plus compréhensif possible pour des camarades qui ne savent pas encore comment s'impliquer et ceux qui se sont perdu.e.s dans leur combat (ou leur burnout) et qui cherchent un nouveau départ.

Nous séparons l'action politique révolutionnaire en quatre catégories, toutes regroupées sous un seul et même objectif : passer un message.

Nous considérons que passer un message n'est jamais le seul but d'une action réellement impactante. Cependant, la transmission de notre message révolutionnaire est ce qui réunit toute action politique pertinente. Nous distinguons donc ici les actions politiques des actes de survie. Bien que les actes de survie peuvent être motivés par une vision politique spécifique, si ils ne passent pas un message, nous ne considérons pas que ce sont des actions politiques. L'étudiant.e qui vole à son employeur pour avoir de quoi se nourrir n'effectue pas nécessairement une action politique. Si iel partage ses pratiques, encourage à l'auto-réduction et convainc ses collègues que sa nécessité est un symptôme de l'exploitation qu'ils subissent, iel effectue une action politique. Autrement, si iel le fait en secret, ce n'est qu'un acte de survie motivé politiquement. Nous ne faisons pas cette différence pour attaquer ou reprocher

quoi que ce soit à ceux qui pratiquent les actes de survie motivés politiquement en se cachant. Nous ne faisons que nous assurer que la différence est claire et que, bien qu'on encourage tout moyen de survie fonctionnel qui sort du système, nous voulons parler ici de comment organiser la lutte, donc de comment agir politiquement pour amener à une révolution. Nous considérons donc premièrement les actions comme porteuses de message car la priorité révolutionnaire est, à nos yeux, la propagande.

Le message que les actions politiques révolutionnaires doivent passer est à la fois spécifique et universel, clair et adaptable à toutes les situations. S'il devait être réduit à sa plus simple expression, il se lirait comme suit : « **Nous toustes devons reprendre le contrôle de notre vie pour amener un monde nouveau.** » Cette idée est au centre de tout mouvement anti capitaliste, anti État, anti raciste, anti cishétéropatriarcal et de manière plus générale, anti domination. Nous utilisons ici « reprendre le contrôle » au lieu d'un synonyme de liberté car nous voulons mettre l'emphasis sur l'opposition inhérente de la lutte. Nous ne nous battons pas contre quelque chose de naturel ou de tombé des cieux, nous attaquons des idées spécifiques, à l'origine de systèmes spécifiques, mettant en position de pouvoir des personnes spécifiques. Nous ne luttons pas de manière abstraite, nos ennemis sont clairement identifiables. Nous n'essayons pas de gagner quelque chose, nous reprenons ce qui nous a été volé, arraché, extorqué. Là est donc la grande raison de notre dédain face au vote. Le vote n'envoie aucun message révolutionnaire, encore pire : il contredit notre message principal.

Ainsi, nous séparons les actions politiques en quatre catégories selon leur objectif principal : les actions offensives, les actions défensives, la création de communauté et la création de ressources. Cette séparation n'est pas exclusive, certains type d'action vont communément ensemble, certaines actions peuvent

rentrer dans plusieurs catégories, etc... Une parenthèse s'impose sur l'action directe. Comme il est bon, dans un milieu en si constante évolution, de bien définir ses termes pour contribuer à la réflexion, voici notre définition actuelle de l'action directe : « une action directe est une action politique qui tente d'obtenir quelque chose par l'action même ou de changer le monde activement. L'action directe, bien qu'elle puisse se revendiquer d'une philosophie et donc d'un idéal politique, n'a pas pour but de faire accepter cette revendication mais de la rendre réelle par l'action. » Ainsi, par exemple, une manifestation peut être une action directe comme elle peut ne pas l'être. Si un groupe queer décide de manifester lors d'un festival chrétien pour fermer le festival et affirmer leur puissance face à un groupe qui les a historiquement opprimé.e.s, la manifestation est une action directe. Cependant, si un groupe syndical organise une manifestation pour protester contre une loi, aussi violente soit-elle, cette manifestation n'est pas une action directe. La manifestation queer attaque sa cible par sa présence, la manifestation syndicale n'est que symbole de la colère de ses participantes.

L'action directe a cet avantage que, dans un monde de faux, d'images et de spectacles, elle touche au réel, au concret, au monde des vivant.e.s plutôt qu'au monde des fantômes, des concepts.

L'action défensive est bien souvent un acte de solidarité, spontané ou non, envers une communauté ou un.e individu opprimé.e. Elle se caractérise par son aspect réactif. On ne peut pas planifier une action défensive sans connaître l'offensive ennemie à l'avance. Son caractère spontané vient donc souvent de l'imprévisibilité de certaines offensives. Quand un.e camarade annonce, en urgence, que le ou la proprio de son appartement commence à évincer ses locateur.ice.s et qu'une brigade anti-éviction s'organise, on peut parler d'action défensive. Quand un squat ou une occupation demande des renforts face à la

police, chaque personne qui vient en soutien effectue une action défensive. Quand une entreprise d'exploitation naturelle tente de drainer la terre de ses ressources sur des territoires ancestraux comme sur le kilomètre 134, les blocages constituent une action défensive.

L'action offensive tente d'engager le conflit. Elle ne réagit pas, elle provoque, elle attaque directement. Elle est bien souvent préparée des semaines, voir des mois à l'avance pour garantir anonymat et efficacité à ceux qui la commettent. Elle est souvent faite en petit comité, plus elle est risquée, plus l'information de son existence est limitée à ceux qui ont absolument besoin de savoir qu'elle existe pour son fonctionnement (ce principe est aussi appelé le *need to know basis*). Les actions offensives efficaces sont bien souvent relativement violentes. Le but est d'arrêter ou saboter un processus. Les destructions matérielles ciblées comme dans les locaux d'une entreprise sont des actions offensives. Le sabotage d'usine est une action offensive, les blocages de certains événements sont des actions offensives.

La création de communauté n'agit pas toujours directement contre quoi que ce soit. La création de communauté est souvent liée à des actes de survie ou à la facilitation de celles-ci chez une population particulière. La création de communauté comporte souvent une certaine dimension de préfiguration, de création des milieux favorables à la lutte ou d'outils nécessaires à une société post-révolutionnaire. C'est la colonne vertébrale du mouvement dans le sens où c'est ce qui renforce tout autre type d'action. Les créations de lieux collectifs accessibles comme l'Achoppe sont de la création de communauté. Les événements de potluck ou bouffe gratuite militante comme les diners mensuels de l'ORA sont une forme de création de communauté. Les espaces de travail communs comme les terres des greniers agricoles sont des formes de création de communauté.

La création de ressources est une type d'action qui vise à renforcer l'arsenal de la lutte ou d'un groupe donné. La création de ressources est généralement liée à une forme de création d'intelligence et de connaissances collectives. L'idée est de faire en sorte que chacun.e d'entre nous n'aie pas à réinventer la roue ou redécouvrir le feu à chaque action. La création de zine, de collants, d'affiches, de tract ou de journaux sont des formes de création de ressources, qu'elle soit destinée à la propagande ou à la réflexion et au débat. Les formations, les groupes et les syndicats, tout en participant à créer des communautés, aident à la création de ressources en affinant nos compétences collectives.

Il pourrait se dire qu'il existe une cinquième action : la propagande directe. Les actions qui peuvent ressembler à de la propagande pure ont souvent soit comme but de faire participer quelqu'un.e à une action, à un événement de communauté ou à s'organiser en profitant d'une ressource. Toutes les discussions que vous arrivez à ramener sur des sujets révolutionnaires deviennent des actes de propagandes quotidiens accessibles. Nous vous invitons à utiliser le modèle qu'il vous faut pour penser votre implication mais nous vous encourageons à ne pas voir comme seul et unique but de votre action la propagande. Bien que ce soit ce qui relie les actions, la propagande pour la propagande n'accomplit rien en soit. Si on attends d'avoir recruté assez de volontaires avant de faire quoi que ce soit d'autre, nous stagnerons comme les nombreux partis communistes, révolutionnaires ou non, qui pullulent à travers le monde. Ces gens-là n'ont pas compris que c'est l'action qui crée la propagande et pas l'inverse.

La scission révolutionnaire

Habiter la terre, apprendre à se nourrir, à faire communauté et poursuivre la résistance jusqu'à ce que nous soyons libres.

- les Greniers Agricoles

La scission avec le système électoral n'est pas un abandon du pouvoir à la droite, c'est un refus de légitimer les violences trans-partisanes de l'État. Tous les partis sont déshumanisants. N'allez pas croire que, parce que certain.e.s sont transphobes et d'autres non, la domination des partis moins de droite est acceptable. Tous les partis continueront l'incarcération des minorités, tous les partis participeront à l'augmentation du pouvoir policier, tous les partis perpétueront la domination patriarcale qui nous emprisonne dans les pires des violences banalisées. Aucun parti ne nous sauvera, c'est à nous-même de nous sauver des partis.

Combattez la droite là où ça compte ; dans les rues, dans vos familles, dans vos écoles, dans votre travail, dans les livres, les films, les réseaux. Combattez la droite partout où elle se présente mais combattez-la réellement. Si vous vous opposez à la droite en votant à gauche, vous délégitimez les actions anti-fascistes puisque vous participez à la fable de la légitimité populaire. En rejoignant la masse, vous quittez la lutte.

La gauche électorale est un poison pour la lutte car elle pacifie les masses, nous la rejetons autant que la droite et autant que le fascisme. Tout parti qui entre en lice lors des élections est, pour nous, au même niveau. Les groupes de résistance doivent prendre un pas de recul et arrêter de se demander si la peste ne serait pas légèrement moins douloureuse que le choléra. Allons chercher le remède et battons-nous contre toutes celles qui tenteront de nous en empêcher.

Pour notre part, nous commencerons par participer à la création de ressources comme celles-ci. Nous ne prétendons pas être les berger.e.s du mouvement, en réalité nous serons ravi.e.s de voir des critiques intelligentes de nos idées. Nous pensons simplement que la meilleure chose que nous sommes capable de faire en ce moment est d'écrire et de diffuser nos idées. Les désaccords sont inévitables mais plus on arrive à diffuser des idées spécifiques au sein du

mouvement, plus la lutte sera facile à organiser. Notre but est de faire converger autant les camarades qui ont les mains dans tous les pots et qui aimeraient influencer différents groupes vers une direction commune que ceux qui donnent leur temps à un regroupement en particulier et qui ont des objectifs ou des cibles très particulières. Tant que nos actions sont réfléchies avec des perspectives similaires, nous pouvons créer une lutte décentralisée mais coordonnée, disparate mais cohérente, une lutte qui a du sens et qui est partout, une lutte altruiste remplie d'égoïstes.

**YOUR VOTE
DOES NOT**

DON'T PLAY BY THE RULES OF THOSE YOU WANT TO FIGHT!

!COUNT!